



Gestion Européenne Conjointe des Connexions et Transports Transfrontaliers
pour les îles

GEECCTT-ÎLES

**MISSION D'ETUDE, D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL
SUR LA DESSERTE MARITIME
CORSE / SARDAIGNE : PROPRIANO / PORTO-TORRES
à titre transitoire en attente de la création du GECT**



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1^{ER} : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

- 1.1 – Objet de la consultation
- 1.2 – Décomposition en tranches et lots
- 1.3 – Durée du marché
- 1.4 – Marché à bon de commande

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

- 2.1 – Contrat initial
- 2.2 – Pièces de mise en œuvre du contrat

ARTICLE 3 : DELAI D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

- 3.1 – Délais d'exécution
- 3.2 – Prolongation des délais

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

- 4.1 – Dispositions générales
- 4.2 – Conduite de la mission
- 4.3 – Présentation des audits

ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

- 5.1 – Opérations de vérification
- 5.2 – Admission

ARTICLE 6 : MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS

- 6.1 – Maintenance
- 6.2 – Garantie

ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 8 : AVANCES

ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHE

- 9.1 – Caractéristiques des prix pratiqués
- 9.2 – Modalités de variation des prix

ARTICLE 10 : MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES

- 10.1 – Acomptes et paiement partiel définitifs

10.2 – Présentation des demandes de paiements

10.3 – Délai global de paiement

ARTICLE 11 : PENALITES

11.1 – Pénalités de retard

11.2 – Pénalités d’indisponibilité pour prestation de maintenance

ARTICLE 12 : ASSURANCES

ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU CCAG – PI

ARTICLE 17 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

La Mission d'étude, d'assistance et de conseil sur la desserte maritime Corse/Sardaigne : Propriano / Porto-Torres, à titre transitoire en attente de la création du GECT.

1.2. Décomposition en tranches ou en lots ou phases

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché est composé d'un lot unique.

Le marché est divisé en 3 phases :

Phase n°1	Etat des lieux des dessertes maritimes Corse / Sardaigne sur les sept dernières années.
Phase n°2	Propositions de mise en place d'une organisation de la desserte Propriano / Porto-Torres et définition de la DSP.
Phase n°3	Suivi de la mise en œuvre des mesures pendant une année.

1.3. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période de 18 mois couvrant l'exercice susvisé à compter de la notification du marché.

1.4. Marchés à bons de commande

Sans objet.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1. Contrat initial

2.1 – Contrat initial

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe (DGFP)
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (PI), approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009.

2.2. Pièces de mise en œuvre du contrat

- La lettre de notification d'attribution ;
- Les procès-verbaux (réunions et admission,...).

Nota : Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre ces documents, celui offrant à l'Office des Transports de la Corse (OTC) le plus haut niveau de performance prévaudra.

ARTICLE 3 : DÉLAIS D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON

3.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et ne pourront en aucun cas être modifiés. Ils ne pourront pas excéder :

- 1 mois, pour la phase 1 ;
- 3 mois, pour la phase 2 ;
- 12 mois, pour la phase 3.

Le démarrage de la première phase court à compter de la date de réception, par l'opérateur économique, de la notification du marché.

Le démarrage des phases suivantes est déclenché par l'achèvement de la phase précédente sans autre formalité.

3.2. Prolongation des délais

Conformément aux articles 13 et 22.4 du CCAG-PI, une prolongation du délai de livraison pourra être accordée lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

A charge pour lui de demander à l'OTC, par écrit avant la fin du délai initial, une prolongation du délai d'exécution en accompagnant sa requête des justificatifs nécessaires. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision. A défaut, le titulaire encourt des pénalités de retard conformément à l'article 11.

L'OTC est seul juge de la suite donnée à une demande de prolongation de délai.

Aucune demande de prolongation du délai de livraison ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1. Dispositions générales

4.1.1. Contexte général du marché – Continuité territoriale transfrontalière

Pour la période 2014-2020, la Corse est éligible au programme de coopération européenne transfrontalière « INTERREG VA Italie-France Maritime » (PC IFM) qui concerne la Corse, la Sardaigne, la Toscane, la Ligurie et Provence-Alpes-Côte d'azur et qui est cofinancé par le Fonds Européen pour le Développement Régional (FEDER) au taux de 85%.

L'Office des transports de la Corse est chef de file du projet « Gestion Européenne Conjointe des Connexions et Transports Transfrontaliers pour les Îles-GEECCTT-Îles » dont l'objectif est de développer des systèmes de transport multimodaux pour améliorer la connexion des nœuds secondaires et tertiaires transfrontaliers de la zone de coopération aux réseaux transeuropéens des transports (RTE-T).

Et particulièrement de résoudre les problèmes de connexion pour les îles.

Le Programme se situe dans la continuité du Programme de coopération transfrontalière Italie-France Maritime 2007- 2013 qui, fin 2014, avait financé 87 projets de coopération dans les domaines de l'accessibilité, de la compétitivité et l'innovation, de la valorisation et de la protection des ressources naturelles et culturelles et des services transfrontaliers.

Objectif du programme INTERREG VA Italie-France Maritime :

Les orientations générales de l'UE pour les années à venir ont été élaborées dans le cadre de la stratégie UE 2020 visant à une croissance intelligente, durable et inclusive avec des niveaux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale élevés. Le Programme Italie-France Maritime (PC IFM) 2014-2020, comme l'ensemble des autres instruments de la politique de cohésion, répond donc à ces exigences en les déclinant au sein d'une approche « maritime » prenant en compte les problématiques de l'insularité mais aussi des zones internes.

Le Programme poursuit ses efforts pour soutenir la coopération entre les régions du Nord de la Mer Tyrrhénienne, en impliquant cinq régions de deux États membres (France et Italie) : la Corse, la Sardaigne, la Ligurie et les cinq provinces de la côte de la Toscane, comme lors de la précédente programmation, auxquelles s'ajoutent deux départements français de la région PACA, les Alpes-Maritimes et le Var.

Le Programme est cofinancé par le Fonds Européen pour le Développement Régional (FEDER) pour un montant de 169.702.411 € (auxquels s'ajoutent les contributions nationales), soit un total de 199.649.898,00 €.

L'Axe 3 vise à l'amélioration de la connexion des territoires et de la durabilité des activités portuaires et prévoit de contribuer à l'amélioration des connexions de nœuds secondaires et tertiaires transfrontaliers -infrastructures de réseau moins connectées - aux infrastructures du réseau de transport transeuropéen (RTE-T), en augmentant l'offre de transport et en développant la multi-modalité, en faveur de la population de la zone, en particulier les citoyens situés dans les zones isolées- îles et zones internes. Le même axe vise à améliorer la durabilité des activités portuaires en contribuant à la réduction de la pollution sonore et des émissions de carbone.

Le Programme est bilingue : français et italien.

Objectif du projet GEECCTT-ÎLES

Entre la Corse et la Sardaigne on n'a pas de connexions permanentes qui permettent de développer des relations économiques, culturelles et de coopération avec continuité et coûts équitables. Le projet-action GEECCTT-Îles relève ce défi du Programme, en se donnant l'objectif d'optimiser et mettre en valeur les relations entre

les îles de la zone de coopération, en renforçant le maillon faible du réseau de relations inter-insulaires à travers la création d'un instrument pour la mise en œuvre de connexions inter-insulaires sur la base des exigences des territoires de la Corse et de la Sardaigne, voire Elbe, historiquement liés. GEECTT-Îles va développer (à travers l'analyse, la définition et la mise en œuvre) un GECT - Groupement européen de coopération territoriale, entité juridique créée au sein de l'Union européenne - pour la gestion commune des services transfrontaliers de transport pour et entre les îles.

Dans le parcours de création du GECT, seront définies les conditions pour la gestion de liaisons maritimes permanentes transfrontalières entre les îles et les modalités juridiques et administratives pour traiter les implications que cette gestion a pour les Etats membres et la Commission Européenne. GEECCTTÎles va ainsi créer les conditions pour le développement de services innovants durables pour la mobilité transfrontalière inter-îles à travers les noeuds portuaires, facilitant en plus les conditions pour l'intégration avec les systèmes de transport multimodal et améliorer les connexions avec les réseaux RTE-T.

Le résultat est la création des conditions pour la mise en place et la gestion conjointe des connexions inter-insulaires entre la Corse et la Sardaigne - connectée au RTE-T - dans l'optique innovante d'une continuité territoriale transfrontalière.

Les citoyens, les entreprises - particulièrement les PME, et les communautés des territoires insulaires et de la zone de coopération seront les vrais bénéficiaires de cet anneau de jonction qui complète l'Arc Haut Tyrrhénien.

4.1.2. Contexte général du marché – Les références réglementaires

Au niveau communautaire :

La ligne entre Bonifacio et Santa-Teresa-Gallura, assurée par la compagnie Saremar, était une liaison internationale entre la Corse et la Sardaigne, devant donc relever du règlement (CEE) n° 4055/86 du Conseil du 22 décembre 1986 portant application du principe de la libre prestation des services aux transports maritimes entre États membres et entre États membres et pays tiers.

Cependant elle a été traitée comme d'intérêt national et donc subventionnée par l'Etat italien, au titre de la délégation de service public de continuité territoriale entre la Sardaigne et « ses îles mineures » (sic), élargissant ainsi la notion de continuité territoriale nationale et la faisant entrer dans le cadre des liaisons cabotage national relevant du Règlement (CEE) no 3577/92 du conseil du 7 décembre 1992 concernant l'application du principe de la libre circulation des services aux transports maritimes à l'intérieur des États membres (cabotage maritime).

À la suite de plusieurs plaintes reçues par les services de la Commission, celle-ci a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, (106-2 TFUE) du traité concernant des aides versées à la compagnie Saremar. Ces aides prennent la forme de subventions directes versées à chacune des entreprises du groupe et destinées à soutenir les services de transport maritime assurés par lesdites sociétés, dans le cadre de six conventions conclues en 1991 avec l'État en vue de garantir la prestation de services de transport maritime, dont la majeure partie constitue des services de cabotage entre l'Italie continentale, d'une part, et les îles majeures et mineures italiennes, d'autre part.

La décision de la Commission (2005/163/CE) du 16 mars 2004 sur cette aide arrête que « les aides octroyées par l'Italie à ...Saremar ... à partir du 1er janvier 1992, à titre de compensations de service public, sont compatibles avec le marché commun au titre de l'article 86, paragraphe 2 du traité ».

Au niveau national :

Pour l'organisation des dessertes maritimes, la CTC définit les modalités de desserte et les obligations de service public afférentes. Dans un second temps, elle établit un cahier des charges et procède à une mise en concurrence des compagnies pour l'attribution des délégations de service public selon les règlements européens en vigueur et les dispositions de l'article L.4424-19 du CGCT.

Article L.4424-19

Des obligations de service public sont imposées par la collectivité territoriale de Corse sur certaines liaisons aériennes ou maritimes pour assurer le principe de continuité territoriale. Ces obligations ont pour objet, dans le cadre adapté à chaque mode de transport, de fournir des services passagers ou fret suffisants en termes de continuité, régularité, fréquence, qualité et prix et, le cas échéant, de capacité, pour atténuer les contraintes liées à l'insularité et faciliter ainsi le développement économique de l'île, l'aménagement équilibré du territoire insulaire et le développement des échanges économiques et humains entre l'île et la France continentale.

Lorsque la collectivité territoriale de Corse décide de soumettre des liaisons de desserte aérienne à des obligations de service public, elle peut, dans le respect des procédures de publicité applicables, désigner pour l'exploitation de ces liaisons des compagnies aériennes titulaires d'une licence d'exploitation de transporteur aérien délivrée par un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace économique européen.

Lorsque la collectivité territoriale de Corse décide de soumettre des liaisons de desserte maritime à des obligations de service public, elle peut, dans le respect des procédures de publicité et de mise en concurrence applicables, désigner pour l'exploitation de ces liaisons des compagnies maritimes dont la flotte est immatriculée dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace économique européen et battant pavillon de cet Etat membre ou partie, sous réserve que les navires de cette flotte remplissent toutes les conditions fixées par cet Etat membre ou partie pour être admis au cabotage.

Pour les liaisons de dessertes aériennes ou maritimes, la collectivité territoriale de Corse peut également établir un régime d'aides individuelles à caractère social pour certaines catégories de passagers.

Enfin, la CTC a confié à son office, l'Office des transports de la Corse (OTC), la gestion de la continuité territoriale dont la création et le fonctionnement sont prévus à l'article L.4424-20 du CGCT.

Article L.4424-20

Sous la forme d'un établissement public de la collectivité territoriale de Corse à caractère industriel et commercial, l'office des transports de la Corse, sur lequel la collectivité exerce son pouvoir de tutelle, a les missions ci-après définies.

En prenant en considération les priorités de développement économique définies par la collectivité territoriale de Corse, l'office des transports de la Corse conclut avec les compagnies désignées pour l'exploitation des liaisons mentionnées à l'article L. 4424-19 des conventions de délégation de service public qui définissent les tarifs, les conditions d'exécution et la qualité du service ainsi que les modalités de contrôle.

L'office répartit les crédits visés à l'article L. 4425-4 entre les deux modes de transports aérien et maritime, sous réserve que cette répartition reste compatible avec les engagements contractés dans le cadre des conventions conclues avec les concessionnaires et qu'elle n'affecte pas, par elle-même, l'équilibre financier de ces compagnies.

L'office assure la mise en œuvre de toute autre mission qui pourrait lui être confiée par la collectivité territoriale de Corse dans la limite de ses compétences.

L'office est présidé par un conseiller exécutif désigné par le président du conseil exécutif.

Le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale de Corse assiste de plein droit aux réunions du conseil d'administration et est destinataire de ses délibérations.

La gestion de l'office est assurée par un directeur nommé sur proposition du président de l'office par arrêté délibéré en conseil exécutif.

Le conseil d'administration de l'office est composé de représentants des organisations socioprofessionnelles, de représentants des départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse et, à titre majoritaire, de représentants élus de l'Assemblée de Corse.

L'office des transports de la Corse est substitué à l'office des transports de la région de Corse, institué par l'article 20 de la loi n° 82-659 du 30 juillet 1982 portant statut particulier de la région de Corse : compétences, dans ses droits et obligations pour l'exécution des concessions en cours au 2 avril 1992, date de la première réunion de l'Assemblée de Corse ayant suivi son renouvellement résultant de la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse.

L'office des transports de la Corse cesse d'exister lorsque la collectivité territoriale de Corse reprend l'exercice de ses missions.

Au niveau local :

Par délibération n° 15/144 du 25 juin 2015 l'Assemblée de Corse autorise le Président du Conseil Exécutif de Corse ou son représentant à élaborer et à mettre en œuvre les projets de coopération territoriale européenne afin de maintenir ou établir des liaisons maritimes

régulières avec nos régions voisines transfrontalières afin de tendre vers une continuité territoriale inter-îles.

Par délibérations n° 15/275 et 15/276 du 29 octobre 2015 l'Assemblée de Corse habilite le Président du Conseil Exécutif de Corse ou son représentant, Conseiller Exécutif et Président de l'Office des transports de la Corse à signer et, plus généralement, à prendre toutes dispositions afin d'assurer le maintien et le renforcement des liaisons maritimes entre le Sud de la Corse et le Nord de la Sardaigne

Par délibération n°53/9 du 3 novembre 2015 le Conseil Régional de la Région Autonome de Sardaigne délibère :

- de donner mandat à l'Assessorat des Transports de mettre en œuvre toutes les activités nécessaires pour l'élaboration et la réalisation de futurs projets de coopération territoriale dans le cadre de la programmation 2014-2020, finalisés en particulier :

a) à la réalisation d'un instrument de gestion conjointe des services de transport transfrontaliers entre les îles, comme par exemple le groupement européen de coopération territoriale (GECT) ;

b) à la promotion d'investissements conjoints pour la création de services innovants pour la mobilité transfrontalière ;

c) à l'amélioration des infrastructures et des services relatifs aux nœuds portuaires de connexion transfrontalière ;

- d'approuver la lettre de candidature pour la participation au projet Gestion Européenne Conjointe des Connexions et Transports Transfrontaliers pour les Îles –GEECCTT-Îles.

La Déclaration d'intention sur les relations maritimes transfrontalières corso-sardes, signée le 22 février 2017 entre la Regione Autonoma della Sardegna et la Collectivité Territoriale de Corse qui conviennent, dans l'attente de réaliser des outils de gestion conjointe, d'identifier les outils aptes à imposer, même unilatéralement, des obligations de service public convergentes, sur les liaisons Santa Teresa Gallura-Bunifaziu et Pruprià-Porto Torres, à la charge respectivement, la première de la Regione Autonoma della Sardegna et la seconde de la Collectivité Territoriale de Corse.

4.2. Organisation de la mission

4.2.1. Objectifs de la mission

La mission concerne l'assistance juridique, technique et financière de la Collectivité territoriale de Corse pour la définition du meilleur mode de gestion de la desserte maritime et pour l'élaboration, la passation et la mise en œuvre d'une délégation de service public pour la ligne Propriano / Porto-Torres, à titre transitoire en attente de la création du GECT par le projet GEECCTT-ÎLES.

Cette mission constituant elle-même un produit du projet GEECCTT-ÎLES financé par le FEDER dans le cadre du programme Interreg Italie-France Maritime.

Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du prestataire les documents en sa possession, nécessaires à la réalisation de sa mission (rapports, études, données sur les compagnies dont elle dispose).

En particulier le prestataire devra prendre en compte les études, produits et résultats élaborés dans le cadre du projet GEECCTT-Îles.

4.2.2. Conduite et périmètre de la mission

Pour chacune des phases, les prestations d'assistance et de conseil couvriront les aspects juridiques, techniques, financier et de ressources humaines dans les domaines suivants :

- droit des délégations de service public,
- droit du travail dans les transports maritimes,
- comptabilité privée / publique,
- économie des transports maritimes,
- qualité et développement durable en matière de transports maritimes,
- techniques de maîtrise de l'énergie,
- nouvelles technologies dans le domaine maritime.

La mission est décomposée en 3 phases :

Phase 1 : Etat des lieux de la desserte maritime Corse-Sardaigne sur les sept dernières années

- ✓ Analyse des besoins des usagers
- ✓ Analyse de la qualité du service public
- ✓ Evolution de la demande dans la prochaine décennie
- ✓ Influence de la desserte Corse-Sardaigne sur leur développement durable
- ✓ Analyse du dispositif de délégation de service public
- ✓ Analyse des dispositifs de contrôle sur l'exécution de la délégation de service public
- ✓ Analyse de l'état du droit notamment communautaire en matière de transport maritime

Phase 2 : Propositions de mise en place d'une nouvelle organisation de la desserte Corse / Sardaigne

- ✓ Accompagnement de l'Office des transports de la Corse et de la Collectivité territoriale de Corse dans la procédure d'élaboration de la convention de délégation de service public de la ligne Propriano / Porto-Torres ainsi que dans la procédure d'attribution avec participation aux réunions de négociation avec les candidats.
- ✓ Adaptation de cette convention au droit interne et au droit communautaire
- ✓ Accompagnement dans les négociations avec les autorités françaises, italiennes et européennes et participation.
- ✓ Perspectives de financements externes de la DSP.
- ✓ Préconisation de dispositifs incitatifs dans la maîtrise des coûts.
- ✓ Calendrier de mise en place de la procédure.

Phase 3 : Suivi de la mise en œuvre des nouvelles mesures pendant une année.

- ✓ Le prestataire devra produire un guide de procédures ad hoc concernant la mise en œuvre et le suivi de la DSP.
- ✓ Le prestataire devra d'une part assister l'autorité organisatrice à la mise en place de la nouvelle organisation nécessaire à la nouvelle gestion (administrative, financière, tableaux de suivi, modalités de contrôle et de contraintes dans l'exécution de la mission de service public, pilotage du service public...) et d'autre part assurer un suivi sous forme de rendus mensuels de la mise en œuvre du contrat par le nouveau délégataire.
- ✓ Suivi opérationnel de la mise en œuvre du contrat par le délégataire notamment :
 - Financier : mise en place avec le délégataire de la nouvelle procédure comptable y compris l'organisation de la répartition des tâches afférentes et les tableaux de bord.
 - Technique : suivi de la mise en place des indicateurs prédéfinis conjointement.
- ✓ Assistance administrative, technique, financière et juridique à la mise en place de la nouvelle organisation nécessaire au sein de la CTC et de l'Office des Transports de la Corse.

Dans sa réponse, le prestataire établira un planning de travail détaillé pour chacune des phases et en tenant compte des délais d'exécution énoncés dans l'acte d'engagement.

4.2.3. Déroulement et cadrage des réunions

Le prestataire devra prévoir dans son offre le nombre de réunions envisagées. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le prestataire.

Des réunions complémentaires pourront être assurées au prix défini par le prestataire dans l'acte d'engagement.

Le prestataire devra se rendre disponible pour participer à chaque réunion. La visioconférence ou conférence téléphonique pourra être envisagée.

4.2.4. Rendu des travaux

Les rendus seront présentés par le prestataire à un comité technique dont la composition sera précisée au moment de la signature du marché d'assistance.

Pour chaque réunion du comité technique, le prestataire adressera au moins 7 jours avant les dates retenues, un document sous format électronique.

Des états d'avancement réguliers seront également à prévoir. En outre, le prestataire devra remettre au minimum mensuellement un rapport d'avancement de la mission. Le prestataire signalera également les difficultés rencontrées.

4.2.5. Référents

La gestion et le suivi des prestations sont assurés par l'Office des Transports de la Corse.

ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1. Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par les services de l'OTC lors de l'exécution de la prestation conformément à l'article 26 du CCAG-PI.

Attention : Aucun mandatement ne sera effectué par l'OTC tant que l'exécution ne sera pas conforme intégralement aux prestations demandées tant sur le plan quantitatif et qualitatif.

5.2. Admission

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI.

ARTICLE 6 : MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS

6.1. Maintenance

Sans objet

6.2. Garantie

Sans objet

ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 8 : AVANCES

Aucune avance ne sera versée.

ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHÉ

9.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché sont fermes.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'application de l'article 16.4 du CCAG-PI ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

9.2. Modalités de variations des prix

9.2.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

9.2.2. Modalités des variations des prix

Sans objet.

9.2.3 - Choix des index de référence

Sans objet.

ARTICLE 10 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Le calcul des décomptes, factures ou mémoires s'effectue selon les règles comptables publiques en application.

Les conditions de l'article 11 du CCAG-PI seront respectées.

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-PI.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale et l'adresse du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;

- La période traitée ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total T.T.C des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les factures ne respectant pas ces indications seront retournées pour correction à l'expéditeur.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Office des Transports de la Corse
19 Avenue Georges Pompidou
BP 501
20189 AJACCIO CEDEX 2

- En cas de cotraitance : La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la demande de paiement à lui payer directement.

10.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du dernier élément permettant le paiement. Cette date est attestée par le service d'enregistrement du courrier de l'OTC.

ARTICLE 11 : PÉNALITÉS

11.1 - *Pénalités de retard*

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, les dispositions de l'article 14.1. du CCAG-PI s'appliquent :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 3.2 du CCP et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{3\,000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

11.2. *Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance*

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bastia est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Conformément au décret n° 2008-244 du 7 mars 2008, le titulaire devra obligatoirement fournir à l'OTC tous les six mois et ce jusqu'à la fin d'exécution du présent marché :

1. Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois ;
2. Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 3° du présent article.
3. Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

4° Lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par le titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- a) aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- b) à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- c) à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- d) à son adresse ou à son siège social ;
- e) aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- f) de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Il fournira les documents en attestant (nouveau Extrait Kbis, annonce légale, R.I.B., et acte sous seing privé et/ou procès-verbal d'assemblée générale des actionnaires selon le cas), nécessaires à la rédaction d'un avenant au marché, signé par les deux parties.

ARTICLE 16 : DÉROGATIONS AU CCAG.-PI

Les dérogations aux CCAG -Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles

ARTICLE 17 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Sans objet.

**Lu et approuvé
(Signature)**